



**mission  
inclusion**

**Revue de presse  
1<sup>er</sup> au 15 janvier 2023**



## Table des matières

<b>Mission inclusion.....</b>	<b>4</b>
<b>RIEN À SIGNALER</b>	<b>5</b>
<b>Champs d'action au Québec.....</b>	<b>6</b>
<b>L'ITINERANCE CONTINUE DE PREOCCUPER EN ESTRIE</b>	<b>7</b>
Radio-Canada – 4 janvier 2023 .....	7
<b>LA CRISE DU LOGEMENT POURRAIT S'AGGRAVER A GATINEAU, SELON UN NOUVEAU RAPPORT DU FRAPRU</b>	<b>8</b>
Radio-Canada – 7 janvier 2023 .....	8
<b>SE SERVIR DE SON EXPÉRIENCE POUR AIDER D'AUTRES IMMIGRANTS</b>	<b>11</b>
Métro – 10 janvier 2023 .....	11
<b>UNE COALITION ORGANISE UNE TOURNEE DU QUEBEC POUR PARLER D'EDUCATION</b>	<b>13</b>
La Voix de l'Est – 10 janvier 2023 .....	13
Le Soleil – 10 janvier 2023.....	13
Le Droit – 10 janvier 2023.....	13
Le Nouvelliste– 10 janvier 2023.....	13
Le Quotidien– 10 janvier 2023 .....	13
La Tribune – 10 janvier 2023 .....	13
Courrier Frontenac – 10 janvier 2023 .....	13
L'Hebdo Journal– 10 janvier 2023 .....	13
<b>DE LA RUE AUX SALLES DE COURS : 25 ANS DE SUCCES POUR L'ECOLE LA DAUPHINE</b>	<b>16</b>
Radio-Canada – 12 janvier 2023 .....	16
<b>AGRICULTURE : QUÉBEC INJECTE 20 M\$ POUR ACCROÎTRE LA PRODUCTIVITÉ</b>	<b>18</b>
LE JOURNAL DE MONTRÉAL – 14 JANVIER 2023 – P. 44.....	18
LE JOURNAL DE QUÉBEC – 14 JANVIER 2023 – P. 48.....	18
<b>LE PROGRAMME DE SUPPLEMENT AU LOYER REPOND AUX BESOINS D'UNE DIZAINE DE PERSONNES</b>	<b>20</b>
Radio-Canada – 14 janvier 2023 .....	20
<b>LE VISAGE DE L'ITINERANCE INVISIBLE</b>	<b>22</b>
Le Quotidien – 14 janvier 2023 .....	22
<b>UNE VISITE A LA DPJ REFUSEE POUR LABRIE</b>	<b>24</b>
La Tribune – 14 janvier 2023 .....	24
<b>UN SANDWICH POUR ENTAMER LA CONVERSATION</b>	<b>26</b>
La Presse – 14 janvier 2023 .....	26
La Presse+ - 15 janvier 2023 - p. INSPIRATION_4 .....	26
<b>Champs d'action à l'international.....</b>	<b>29</b>
<b>L'ONU S'INQUIETE DE L'AGGRAVATION DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE</b>	<b>30</b>



La Presse+ - 11 janvier 2023 - p. ACTUALITÉS_22 .....	30
<b>LE CANADA A ENVOYE TROIS AUTRES BLINDES EN HAÏTI</b>	<b>31</b>
Le Devoir – 11 janvier 2023 .....	31
La Presse – 11 janvier 2023 .....	31
Néomédias – 11 janvier 2023 .....	31
Radio-Canada – 11 janvier 2023 .....	31
<b>AU BENIN, LES ENTREPRENEURES AU FRONT CONTRE LA CRISE ALIMENTAIRE</b>	<b>33</b>
Le Journal de Lévis – 12 janvier 2023 .....	33
<b>RESILIENTE FACE AU COVID-19, L'ECONOMIE AFRICAINE PENALISEE PAR LA GUERRE EN UKRAINE</b>	<b>35</b>
France 24 – 13 janvier 2023 .....	35
<b>Actualité à surveiller .....</b>	<b>37</b>
<b>RIEN A SIGNALER</b>	<b>38</b>



**Mission inclusion**



**RIEN À SIGNALER**



**Champs d'action au Québec**



## L'ITINERANCE CONTINUE DE PREOCCUPER EN ESTRIE

Radio-Canada – 4 janvier 2023

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1946026/itinerance-sherbrooke>

Au cours de la dernière année, le sujet de l'itinérance a retenu énormément d'attention partout au Québec, mais aussi à Sherbrooke.

L'établissement d'un campement sous le pont Joffre ainsi que l'éviction des locataires de l'hôtel Albert sont des événements qui illustrent ce phénomène. Avec l'inflation et la hausse des taux d'intérêt, le chargé de projet à la Table itinérance de Sherbrooke, Gabriel Pallotta, estime que l'itinérance n'est pas en voie de s'estomper.

On n'est pas encore dans une situation incontrôlable, mais on a eu une année qui a fait augmenter certaines variables qui peuvent nous inquiéter pour la suite, a-t-il expliqué à l'émission Par ici l'info. Il observe entre autres les effets négatifs du marché de la drogue.

Il précise toutefois que les ressources communautaires sont plus outillées. On pense qu'on va pouvoir atteindre un équilibre en fonction de ce que nous avons mis en place et de la situation qui s'est empirée en même temps.

Concernant le campement sous le pont Joffre, M. Pallotta remarque que la situation s'est stabilisée et que les personnes qui y dorment sont conscientes des dangers qu'implique l'aménagement d'installations permanentes.

Ce n'est pas quelque chose que l'on croit pouvoir voir apparaître à nouveau à cause du genre de suivi que l'on fait présentement, mentionne-t-il. C'est sûr qu'il y a d'autres campements ailleurs dans la ville que l'on ne voit pas. Il y a un suivi qui est fait à ce niveau-là, autant de la part des services policiers que des intervenants sur le terrain.

M. Pallotta a aussi souligné les efforts déployés pour venir en aide aux personnes en situation d'itinérance au cours des trois dernières années. Le gouvernement travaille de façon quand même assez volontaire avec le milieu. Les gens sur le terrain sont de plus en plus impliqués et motivés, mentionne-t-il.

« Il y a un travail au niveau de la législation même qui est à faire, qui j'espère, va venir dans la prochaine année, au niveau de qu'est-ce que l'on peut et qu'est-ce que l'on ne peut pas faire dans l'offre de services actuelle au niveau des soins de santé et des services sociaux. »

— Une citation de Gabriel Pallotta, chargé de projet à la Table itinérance de Sherbrooke

[Retour à la table des matières](#)



## **LA CRISE DU LOGEMENT POURRAIT S'AGGRAVER A GATINEAU, SELON UN NOUVEAU RAPPORT DU FRAPRU**

*Radio-Canada – 7 janvier 2023*

Par : Maude Ouellet

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1946577/logement-crise-gatineau-frapru-loyer-hausse-rapport-2023>

Gatineau demeure la région métropolitaine où les loyers sont les plus élevés au Québec, et ils continuent de croître en raison de la spéculation immobilière. C'est ce que révèle un rapport du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), paru jeudi.

Dans la dernière année, [à Gatineau] ça a été une augmentation de 8,8 % du loyer moyen constaté par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). L'année précédente c'était 16 %. La hausse des loyers continue de se faire très très rapidement à Gatineau, rapporte la porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme.

Le FRAPRU s'inquiète du nombre croissant de locataires qui n'arrivent pas à se trouver de logement. En décembre à Gatineau, une soixantaine de ménages étaient toujours sans-logis. En septembre, ils étaient 85.

Le Collectif régional de lutte contre l'itinérance en Outaouais (CRIO) rapportait d'ailleurs en décembre que l'itinérance a explosé à Gatineau, depuis 2018.

Au final, la rareté et le coût des logements locatifs aggravent le problème de l'itinérance et font monter la pression sur les organismes venant en aide aux plus démunis, constate le Front d'action populaire en réaménagement urbain.

Les ressources d'hébergement ne suffisent plus à la tâche à Montréal, Québec ou Gatineau, mais aussi dans plusieurs autres villes à travers le Québec, peut-on lire dans le rapport du FRAPRU intitulé : Crise du logement et droits humains, rapport à la Défenseure fédérale du droit au logement.

Dans son document, le FRAPRU dresse le portrait de la crise du logement dans la région, mais aussi sur celles qui sévissent ailleurs au Québec, et qui briment les droits humains, selon l'organisme.

Ces crises du logement ont, non seulement un effet sur le droit au logement lui-même, mais sur d'autres droits comme le droit à la santé. On sait que, quand on a des problèmes de logement, notamment comme de l'insalubrité, ça a des conséquences sur notre santé physique, explique Mme Laflamme.

Selon elle, le prix élevé des logements peut également porter atteinte au droit à l'alimentation en limitant la capacité des locataires à payer leur épicerie.

Sans mesures fortes de la part des gouvernements, le FRAPRU craint que la situation du logement ne se détériore davantage en 2023. Selon le regroupement, l'écart est de plus en plus grand entre ce que le marché offre et les besoins des ménages locataires mal logés.

On se prépare une bombe à retardement , avertit Véronique Laflamme.





La faute à la spéculation immobilière

À Gatineau, mais aussi ailleurs dans la province, la crise du logement est aggravée par la spéculation immobilière, selon FRAPRU.

Dans son rapport, l'organisme blâme directement le fonds d'investissement Inter Rent International Properties, qui a acquis 1750 appartements dans les cinq dernières années, principalement à Gatineau et à Montréal.

« C'est inquiétant cette grande insécurité résidentielle que vivent de plus en plus de locataires, et pas seulement ceux à très faibles revenus. De plus en plus de ménages, qui ne pensaient jamais devoir quitter leur logement, craignent d'être les prochaines victimes. »

— Une citation de Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU

L'organisme dénonce également les tactiques employées par les propriétaires pour évincer leurs locataires.

Ces évictions illégales sont obtenues par toutes sortes de manœuvres, dont le harcèlement visant à forcer les locataires à quitter en échange de compensations financières souvent insignifiantes, peut-on lire dans le rapport.

Selon Mme Laflamme, il faut également tenir compte de la proximité avec l'Ontario puisqu'elle ajoute une pression supplémentaire sur le marché locatif de Gatineau.

On sait que Gatineau accueille de nombreux ménages qui décident de déménager de l'autre côté de la rivière en raison entre autres de "l'abordabilité" plus grande qu'à Ottawa, explique cette dernière.

D'ailleurs, pour la première fois en 2022, un plus grand nombre d'Ontariens ont déménagé au Québec que l'inverse.

Un besoin criant de logements sociaux

Pour résorber la crise du logement, le FRAPRU insiste sur l'importance de construire des logements abordables. Mme Laflamme interpelle directement les gouvernements sur cette question. Elle déplore que pour la première fois dans l'histoire du Québec, le pourcentage de logements sociaux ait diminué.

Il y a une rareté de logements locatifs, mais si tout ce qu'on construit ce sont des logements privés trop chers comme c'est le cas actuellement, il n'y a aucune alternative pour les ménages locataires qui n'ont pas les moyens de se payer ces logements, insiste la porte-parole du FRAPRU.

Le conseiller municipal et maire suppléant de Gatineau, Daniel Champagne, abonde dans le même sens. Il croit que le gouvernement provincial devrait donner des outils aux promoteurs pour qu'ils puissent construire davantage de logements sociaux.

À Gatineau, il y a plusieurs projets [immobiliers] qui ne lèvent pas, parce qu'ils ne sont tout simplement pas rentables, affirme M. Champagne.

Il décrit la situation en matière de logement de quasi dramatique.



L'année 2022 a été une année de constats. Les constats dans le rapport [du FRAPRU] sont sensiblement les mêmes que nous avons faits. On doit agir et c'est ce qu'on a l'intention de faire en 2023, ajoute-t-il.

Le conseiller municipal pour le district de Limbour et porte-parole en matière de logement pour Action Gatineau, Louis Sabourin, insiste également sur l'importance d'agir.

On doit arrêter d'attendre de nouveaux programmes, de nouvelles réglementations ou de nouvelles politiques de nos deux autres gouvernements. Il faut se demander ce que nous, en tant que Ville, on peut faire, dit M. Sabourin.

Ce dernier mise d'ailleurs sur le droit de préemption, qui permet à la Ville de faire la première offre sur des terrains privés, pour amoindrir la crise du logement.

M. Sabourin a également proposé une stratégie d'inclusion au conseil municipal l'automne dernier. Si elle est adoptée, elle obligerait les promoteurs à prévoir des logements abordables dans leur projet.

[Retour à la table des matières](#)



## SE SERVIR DE SON EXPÉRIENCE POUR AIDER D'AUTRES IMMIGRANTS

Métro – 10 janvier 2023

Le Sénégalais Aboubacar Sadikh Kane se réjouit aujourd'hui de faire partie de l'équipe de pairs migrants de l'organisme Médecins du monde pour pouvoir venir en aide à d'autres migrants à statut précaire à Montréal.

Par : Karla Meza

<https://journalmetro.com/actualites/montreal/2979433/se-servir-de-son-experience-pour-aider-dautres-immigrants/>

Lorsque Aboubacar Sadikh Kane décrit sa mission au sein de l'équipe de Médecins du monde, on n'imagine pas les nombreuses embûches que ce jeune homme souriant et enjoué a dû surmonter avant d'occuper le poste de pair migrant dans l'organisme. Faisant preuve de résilience et d'enthousiasme, le Sénégalais s'appuie aujourd'hui sur son expérience personnelle pour venir en aide aux personnes migrantes à statut précaire.

Enfant, M. Kane rêvait de devenir archéologue, mais son sens profond de l'altruisme l'a amené à emprunter un chemin bien différent. En 2010, alors qu'il était encore adolescent, au Sénégal, il a cofondé, avec sa sœur et des copains du lycée, l'Initiative pour le développement et l'entraide (IDEA), un organisme humanitaire ayant pour mission d'aider les populations défavorisées.

«On amassait de l'argent en organisant des soirées pour pouvoir offrir des consultations médicales gratuites aux gens qui en avaient besoin», raconte avec fierté le trentenaire originaire de Dakar.

Frôler l'expulsion du pays

Arrivé au Québec en tant que demandeur d'asile, M. Kane s'est retrouvé devant une menace imminente d'expulsion du pays en 2020, après avoir vu sa demande refusée par l'Immigration.

J'ai passé plus d'un mois au Centre de surveillance de l'immigration (CSI) à Laval. Durant la pandémie, les conditions de détention se sont détériorées. C'était flou, on n'avait pas d'information et on ne savait pas ce qui se passait. On était coupés du monde.

Aboubacar Sadikh Kane, pair migrant chez Médecins du monde

Il se dit très reconnaissant de l'aide qu'il a obtenue de l'une des représentantes de l'organisme Solidarité sans frontières. «Elle nous rendait visite chaque semaine et nous apportait des produits dont nous avons besoin, comme des produits d'hygiène, entre autres. C'était très humain.»

M. Kane a été libéré sous condition à l'été 2021, après avoir entamé une grève de la faim aux côtés d'autres migrants détenus au CSI, afin de dénoncer les mauvaises conditions de vie et le manque de protection contre la COVID-19.

Mettre son vécu au service d'autrui

Le jeune altruiste se réjouit aujourd'hui d'avoir un permis de travail temporaire, lequel lui permet de se servir de son parcours pour venir en aide à d'autres immigrants en difficulté, aux côtés d'une équipe de médecins, infirmiers et infirmières, pharmaciens et pharmaciennes, travailleuses sociales, travailleurs de proximité et bénévoles chez Médecins du monde.



«Mon travail consiste à repérer des migrants à statut précaire dans la ville et les diriger vers les ressources alimentaires, vestimentaires, juridiques ou médicales dont ils ont besoin. On essaie de diminuer la peur et les barrières qui les maintiennent à l'écart du monde; c'est pourquoi un bagage expérientiel est demandé pour pouvoir exercer ce poste», explique-t-il.

Être pair migrant, c'est un travail merveilleux. C'est tellement satisfaisant de savoir qu'on fait la bonne chose. - Aboubacar Sadikh Kane, originaire de Dakar, au Sénégal

Selon l'Institut universitaire Sherpa, environ 50 000 personnes vivant au Québec n'ont actuellement pas accès à une couverture d'assurance maladie en raison de leur statut migratoire. Il s'agirait notamment de travailleuses ou de travailleurs temporaires, d'étudiantes ou d'étudiants, de personnes ayant un visa de visiteur longue durée ou encore de personnes en attente d'un parrainage, d'une réunification familiale, d'une demande humanitaire ou du renouvellement de leur statut migratoire.

#### Soutien en clinique

En 2011, Médecins du monde a ouvert une clinique destinée aux personnes migrantes à statut précaire qui ne sont pas couvertes par la Régie de l'assurance maladie du Québec ni par le Programme fédéral de santé intérimaire (PFSI), et qui ne possèdent pas d'assurance privée ni de moyens financiers pour accéder à des soins de santé.

D'après l'organisme, au cours de l'année 2021-2022, 1458 personnes se sont présentées pour une consultation à sa clinique «afin d'être accompagnées dans leurs démarches de santé».

M. Kane et deux autres collègues pairs migrants apportent actuellement leur aide à la clinique, qui offre des consultations d'ordre médical, social et juridique sans rendez-vous. Sur place, les migrants à statut précaire peuvent ainsi recevoir des soins primaires, faire renouveler leurs prescriptions ou être dirigés vers d'autres cliniques ou des hôpitaux afin de recevoir des soins spécialisés.

«On fait notre possible pour les mettre en contact avec des partenaires qui peuvent leur offrir des services médicaux gratuitement, mais sinon, on les accompagne lors de leur visite à l'hôpital pour nous assurer que leurs droits sont respectés et qu'ils comprennent bien le plan de paiement que l'hôpital leur propose», indique le résident de Parc-Extension.

Bien qu'elle soit destinée aux personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir, la clinique mobile de Médecins du monde offre également ses services aux migrants à statut précaire qui s'y présentent. La présence ponctuelle de M. Kane peut donc aider à mieux orienter ces personnes vers des services adaptés.

Ayant à cœur de faire une différence dans la vie de gens qui traversent les difficultés qu'il a lui-même connues autrefois, il accompagne ainsi l'équipe d'infirmières et de bénévoles à bord du véhicule, afin de repérer une clientèle vulnérable aux quatre coins de la ville.

«Mon travail consiste aussi à offrir du réconfort aux gens qui sont dans la même situation que moi, ou pire. En voyant que je me débrouille, ils peuvent se dire que tout n'est pas perdu et qu'il faut continuer à se battre pour pouvoir y arriver eux aussi.»

[Retour à la table des matières](#)



## UNE COALITION ORGANISE UNE TOURNEE DU QUEBEC POUR PARLER D'EDUCATION

*La Voix de l'Est – 10 janvier 2023*

*Le Soleil – 10 janvier 2023*

*Le Droit – 10 janvier 2023*

*Le Nouvelliste – 10 janvier 2023*

*Le Quotidien – 10 janvier 2023*

*La Tribune – 10 janvier 2023*

*Courrier Frontenac – 10 janvier 2023*

*L'Hebdo Journal – 10 janvier 2023*

Par : Marie-Ève Martel, La Presse Canadienne

<https://www.lavoixdelest.ca/2023/01/10/une-coalition-organise-une-tournee-du-quebec-pour-parler-deduction-6a798b68590cf84f39a78874374942d7?nor=true>

<https://www.lesoleil.com/2023/01/10/une-coalition-organise-une-tournee-du-quebec-pour-parler-deduction-6a798b68590cf84f39a78874374942d7>

<https://www.ledroit.com/2023/01/10/une-coalition-organise-une-tournee-du-quebec-pour-parler-deduction-6a798b68590cf84f39a78874374942d7?nor=true>

<https://www.lenouvelliste.ca/2023/01/10/une-coalition-organise-une-tournee-du-quebec-pour-parler-deduction-6a798b68590cf84f39a78874374942d7?nor=true>

<https://www.lequotidien.com/2023/01/10/une-coalition-organise-une-tournee-du-quebec-pour-parler-deduction-6a798b68590cf84f39a78874374942d7?nor=true>

<https://www.latribune.ca/2023/01/10/une-coalition-organise-une-tournee-du-quebec-pour-parler-deduction-6a798b68590cf84f39a78874374942d7>

<https://www.lhebdjournal.com/nouvelles-nationales/une-coalition-organise-une-tournee-panquebecoise-pour-parler-deduction/>

<https://www.courrierfrontenac.qc.ca/nouvelles-nationales/une-coalition-organise-une-tournee-panquebecoise-pour-parler-deduction/>

Une coalition d'organismes citoyens invite la population québécoise à s'exprimer sur le système d'éducation dans le cadre d'une tournée qui s'arrêtera au printemps dans 18 villes de la province.

Le mouvement Parlons éducation, mis sur pied par les organisations Debout pour l'école, l'École ensemble, Je protège mon école publique et le Mouvement pour une école moderne et ouverte, souhaite recueillir les impressions, les idées et les réflexions des Québécois sur leur système scolaire, aussi bien de la part des élèves que de leurs parents, des professionnels de l'éducation et d'autres citoyens interpellés par la question.

Les participants seront notamment invités à s'exprimer sur la mission de l'école, l'équité du système d'éducation, l'inclusion sociale et culturelle des populations scolaires, le respect et la valorisation des compétences professionnelles des membres du personnel scolaire de même que la démocratisation du système scolaire québécois «dans toutes ses composantes».

Triste constat

«La démarche de Parlons éducation se veut rigoureuse et construite sur le dialogue, a expliqué Suzanne-G. Chartrand, porte-parole du mouvement qui bénéficie de l'appui de près d'une trentaine de partenaires. Elle s'appuie sur une conception progressiste prônant une éducation qui promeut l'émancipation culturelle et collective.»



La coalition entame sa démarche en se basant sur un triste constat. «Les problèmes de l'école québécoise s'accumulent et, malgré des négociations, des rapports, des pétitions, des interventions publiques et des mobilisations populaires depuis plus de 20 ans, les gouvernements successifs ne les ont pas résolus; ils se sont même amplifiés», déplore-t-on.

«On a vu que tous les partis politiques avaient relégué les questions d'éducation à la fin de leurs priorités, à la fin de la liste de leurs engagements, de Québec solidaire au Parti conservateur. L'enjeu du système d'éducation a presque été ignoré», a déploré Stéphane Vigneault, membre du comité d'organisation stratégique de Parlons Éducation, lors d'un point de presse tenu mardi.

### Pour les jeunes

Comme ils sont les principaux usagers du système d'éducation actuel et futur, les jeunes seront au coeur de la démarche de Parlons Éducation, qui souhaite recueillir leurs témoignages en grand nombre.

Ce faisant, les réflexions porteront sur l'éducation préscolaire, primaire et secondaire, de même que la formation générale des adultes ou professionnelle, mais ne toucheront pas la thématique de l'éducation supérieure.

«Le point de vue des jeunes n'est pas nécessairement plus important que ceux des autres, il n'est pas le seul qui compte, mais c'est la complémentarité de ces opinions qui font la force d'un mouvement intergénérationnel comme celui-ci», a fait valoir Lylou Sehili, co-porte-parole et chargée de mobilisation du comité jeunesse du mouvement.

«Les crises sociales et écologiques, l'omniprésence des technologies de communication: tout ça a une influence sur la vision des jeunes, sur leur conception du monde, de l'argent, du travail, du succès, de la réussite et de l'école. Ça ne veut pas dire la même chose que pour les générations qui ont précédé», a-t-elle ajouté.

Des ateliers d'expression et de préparation seront par ailleurs organisés à l'attention des jeunes qui voudront prendre part à l'une ou l'autre des séances de consultation.

«Ce forum-là, c'est une manière pour les jeunes de dire ce qu'ils ont envie d'apprendre à l'école, par exemple l'éducation à l'environnement, une éducation financière, sexuelle et politique. On a déjà eu l'occasion de sonder des jeunes, et beaucoup sentent que l'école n'a pas réussi à les préparer de manière adéquate à la réalité qui les attend après», illustre Mlle Sehili, également co-fondatrice du Devoir environnemental collectif, aujourd'hui la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social.

### Tournée

La tournée se déroulera entre le 10 mars et le 3 juin. Les villes de Montréal (10-11 mars et 14 avril), Longueuil (17 et 18 mars), Sept-Îles (24 et 25 mars), Laval (24 et 25 mars), Sherbrooke (31 mars- 1er avril), Québec (14 et 15 avril), Chicoutimi, Gaspé, Caplan (toutes trois visitées les 21 et 22 avril), Drummondville (28 et 29 avril), Saint-Jérôme (28 et 29 avril), Alma, Lévis, Gatineau (toutes trois visitées les 5 et 6 mai), Joliette (12 et 13 mai), Rimouski (26 et 27 mai), Trois-Rivières (26 et 27 mai) et Rouyn (2 et 3 juin) sont prévues à l'itinéraire.



La coalition prévoit publier une synthèse des réflexions citoyennes colligées à la fin de la présente année. Elle mettra l'accent sur les consensus obtenus et les chantiers à mettre en oeuvre pour qu'une «école équitable et de qualité pour tous existe enfin au Québec».

[Retour à la table des matières](#)



## DE LA RUE AUX SALLES DE COURS : 25 ANS DE SUCCES POUR L'ÉCOLE LA DAUPHINE

Radio-Canada – 12 janvier 2023

Par : Guylaine Bussière

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1947617/25-ans-succes-pour-ecole-dauphine-quebec>

L'école de la Maison Dauphine célèbre ses 25 ans cette année. Situé dans le Vieux-Québec, cet établissement est bien connu pour le soutien qu'il offre aux jeunes de la rue. Cependant, depuis 1998, il a aussi contribué à la scolarisation de plus de 600 jeunes souvent aux prises avec des problèmes familiaux, d'errance ou de toxicomanie.

Ces jeunes pour qui le réseau scolaire traditionnel a échoué trouvent ici les outils et le soutien dont ils ont besoin pour compléter leur secondaire et pour rêver d'un avenir meilleur.

Mais qu'y a-t-il de si spécial dans cette école pas comme les autres? C'est l'accompagnement personnalisé, explique la directrice de l'école, Caroline Betty.

Membre du personnel de La Dauphine depuis 2006, cette grande blonde au sourire contagieux parle avec passion des élèves qu'elle côtoie : Nos étudiants comptent tellement, dit-elle.

### Valorisation

Depuis sa création, l'école La Dauphine mise sur la pédagogie de la valorisation. Trois professeurs ainsi que des intervenants sociaux sont disponibles sur place pour accompagner la trentaine d'élèves.

Caroline Betty précise qu'ici, les réussites de chaque jeune sont soulignées. Tu as passé ton examen, bravo. Es-tu fier de toi? Ça doit, on continue, donne l'enseignante à titre d'exemples. Trop souvent, explique-t-elle, ils n'ont pas vécu de grand succès, mais à l'intérieur des murs de l'école, chaque bon coup est une fête.

En ce matin de la mi-décembre, nous avons la chance d'assister au cours de français offert par Luce Richard, une des enseignantes de l'école La Dauphine. Avec un soupçon d'humour, elle mène sa barque et entraîne les jeunes dans la révision de notions de base en écriture.

Une dizaine d'élèves participent à l'exercice et suivent ses consignes. Jonathan Laflamme est du groupe.

Ce jeune homme de 29 ans a abandonné l'école à 15 ans. Il a travaillé manuellement dans plusieurs entreprises depuis lors et a connu de sérieux problèmes de consommation. Aujourd'hui, il se félicite d'avoir choisi l'école La Dauphine. J'ai fait des erreurs de parcours, je suis tombé dans la drogue. Ce n'était pas un milieu sain, je ne pouvais pas rester là-dedans. C'est un ami qui lui a parlé de cette école où il prend maintenant plaisir à étudier.

### Prendre confiance

Même chose pour Simon Arcand. À 33 ans, il est fier d'être inscrit à l'école de la Maison Dauphine. Après de sérieux ennuis familiaux, il a été accueilli à la Maison Dauphine, où on l'a invité à





poursuivre son parcours scolaire. J'étais en itinérance depuis trois semaines ou un mois, puis là, j'ai trouvé une chambre, j'ai commencé l'école le 25 août et je ne le regrette pas.

Il explique que l'approche est plus personnelle que dans les écoles traditionnelles: Tu te fais des liens assez vite avec les professeurs et les intervenants. Moi, je trouve que ça m'a aidé à m'ouvrir puis à prendre confiance.

Claude Marin, le directeur de la Maison Dauphine, raconte que les professeurs et les intervenants tentent le tout pour le tout depuis 1998 afin de redonner des ailes à ces jeunes.

Le directeur explique d'ailleurs qu'ils sont entourés non seulement pendant leur apprentissage scolaire mais aussi pour leurs besoins quotidiens.

Ils déjeunent gratuitement. Ils dînent gratuitement. Ils ont droit à un panier de nourriture toutes les deux semaines.

L'inscription et les livres sont gratuits dans cet établissement financé par le ministère de l'Éducation ainsi que par des dons récoltés par la fondation de la Maison Dauphine.

## Résultats

Chose certaine, cette formule donne des résultats.

Jonathan et Simon pensent tous deux à faire des études pour devenir des intervenants sociaux. Et ils ont tous deux un message d'espoir à lancer. Jonathan invite les jeunes à ne pas lâcher et à avoir un but dans la vie, alors que Simon, lui, veut remercier les intervenants. Quand j'avais besoin d'aide, il n'y a pas eu de jugement, c'était vraiment de l'écoute inconditionnelle, puis de l'aide inconditionnelle, merci à toutes les personnes qui travaillent à La Dauphine.

[Retour à la table des matières](#)



# AGRICULTURE : QUÉBEC INJECTE 20 M\$ POUR ACCROÎTRE LA PRODUCTIVITÉ

LE JOURNAL DE MONTRÉAL – 14 JANVIER 2023 – P. 44  
LE JOURNAL DE QUÉBEC – 14 JANVIER 2023 – P. 48

Par : Agence QMI

<https://www.journaldequebec.com/2023/01/12/entreprises-agricoles-20-m-de-plus-pour-encourager-leur-productivite>



Le gouvernement du Québec va injecter 20 millions de dollars supplémentaires afin de venir en appui à 900 nouveaux projets d'entreprises agricoles d'ici, leur permettant d'accroître leur productivité en cette période de pénurie de main-d'oeuvre.

Un total de 83 millions \$ sera donc versé pour venir en aide aux entreprises de ce domaine.

## MODE SIMPLIFIÉ

Le gouvernement québécois compte lancer une nouvelle période de dépôt de projets de l'Initiative ministérielle «Productivité

végétale» dès le 17 janvier 2023, mardi prochain, et réviser ses modalités afin de simplifier le dépôt d'une demande d'aide financière.

«Par cette initiative, notre gouvernement contribue à la vitalité économique des entreprises agricoles de toutes les régions du Québec tout en poursuivant notre important chantier visant une plus grande autonomie alimentaire », a déclaré jeudi par communiqué André Lamontagne,



ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et ministre responsable de la région du Centre-du-Québec.

DISPONIBLE SOUS PEU

Les premiers versements de l'Initiative ministérielle «Productivité végétale» seront disponibles avant le 31 mars prochain, en prévision de la prochaine saison agricole.

Des aides financières de près de 63 millions de dollars ont permis de soutenir plus de 3300 projets depuis 2018 par l'intermédiaire de cette initiative.

[Retour à la table des matières](#)



## LE PROGRAMME DE SUPPLEMENT AU LOYER REpond AUX BESOINS D'UNE DIZAINe DE PERSONNES

Radio-Canada – 14 janvier 2023

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1948388/loyer-programme-itinerance-cote-nord>

Le programme de supplément de loyer de la Société d'habitation du Québec (SHQ) se révèle nécessaire pour la région, selon le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Côte-Nord.

Comme ailleurs au Québec, la Côte-Nord peut compter sur ce programme pour aider une dizaine de personnes qui autrement risquent l'itinérance.

Erratum : Dans une entrevue accordée à Radio-Canada, la cheffe de service dépendance itinérance au CISSS de la Côte-Nord, Sophie Boudreau, a tout d'abord déclaré : Ça va faire en sorte qu'elle [la personne] va payer seulement 25 % du montant du loyer de sa poche et le reste va être payé par l'OMH et la Municipalité.

Par courriel, le CISSS de la Côte-Nord précise plutôt que ce programme finance la différence entre ce que doit payer le locataire (25 % de ses revenus) et le montant global du loyer convenu avec le propriétaire.

La région bénéficie de 17 unités d'hébergement en itinérance privées financées par le programme de supplément au loyer.

La cheffe de service dépendance itinérance au CISSS de la Côte-Nord, Sophie Boudreau, explique que les personnes qui peuvent en profiter sont sélectionnées en fonction de certains critères.

Les personnes vont être ciblées par des intervenants du réseau communautaire. Pour être sélectionnées, elles doivent être vulnérables et avoir des difficultés en ce qui a trait à leur santé mentale, précise-t-elle au microphone de Boréale 138.

« Les gens qu'on ne veut pas avoir dans nos appartements parce qu'on se dit que ça va être compliqué, ce sont eux qu'on cible. »

— Une citation de Sophie Boudreault, cheffe de service dépendance itinérance au CISSS de la Côte-Nord

Lorsqu'une personne répond aux critères, le CISSS de la Côte-Nord transmet une demande à l'Office municipal d'habitation.

Un programme nécessaire sur la Côte-Nord

Mme Boudreau indique que l'itinérance est une réalité pour plusieurs sur la Côte-Nord.

Il y a de l'itinérance, c'est une certitude. Il y a quelques années, on ne la voyait pas ou on ne souhaitait pas la voir, mais qu'on le veuille ou non [elle est] là, affirme-t-elle.

Elle précise que la forme la plus courante d'itinérance dans la région est l'itinérance cachée.



C'est ce qu'on appelle le couchsurfing. Ces gens-là vont dormir sur le divan chez des amis et de la famille. Ils alternent. Ils sont itinérants, mais on ne les voit pas dans la rue, ajoute Sophie Boudreau.

Elle ajoute qu'à l'heure actuelle, des unités d'hébergement en itinérance privées sont encore disponibles.

[Retour à la table des matières](#)



## LE VISAGE DE L'ITINERANCE INVISIBLE

*Le Quotidien – 14 janvier 2023*

Par : Julien Gravel, intervenant social au Centre de ressources pour hommes Optimum.

<https://www.lequotidien.com/2023/01/14/le-visage-de-litinerance-invisible-4011bbb5f9a0cbb695a774025dcd5cd7>

OPINION / Les collègues de Keven n'ont rien osé demander quand ils l'ont déposé devant l'hôtel qui longe le boulevard. Ils ne voulaient pas l'embarrasser. Et quand il est sorti du véhicule, Keven a simplement dit : « à lundi ». Puis il a plongé la tête dans le col de sa veste de travail et s'est éloigné dans la nuit en direction de la porte d'entrée de l'hôtel.

Depuis quatre semaines, il logeait chez sa sœur, mais avec les Fêtes qui approchent, il fallait faire un peu de place pour les beaux-parents. Personne n'a rien demandé à Keven, mais il sait vivre. Alors il n'a rien dit. Il a juste paqueté son linge avant de monter au bois. Tout son linge.

L'hôtel est propre, mais ça, Keven le savait déjà. C'est là qu'il s'était ramassé quand Mélanie lui avait dit qu'elle voulait se séparer. Il l'avait vu venir, il n'est pas cave. Mais il a quand même senti quelque chose se briser en lui, ce jour-là. Un rêve, sans doute. Un rêve bien ordinaire : une femme, une famille, un chien et une belle maison. Il l'a accepté sans rien dire. Ça avait du sens que ce soit lui qui parte, alors il est parti, en emmenant juste son linge de travail et quelques sous-vêtements. Et depuis, il a comme un mauvais goût dans la bouche, et l'envie de brailler.

Le monde autour de lui donne toutes sortes de conseils, mais il a l'impression que rien ne marche. Au début, ils ont essayé de se téléphoner avec Mélanie, mais ça ne fonctionnait pas. Les messages textes, pas mieux. Alors, ils se parlent par l'intermédiaire de la mère de Mélanie. Pour les enfants surtout.

Quand il rentre dans sa chambre, il réalise que c'est exactement la même chambre que la dernière fois. La dame à l'accueil a voulu lui faire plaisir, mais ça lui donne surtout le goût de pleurer. Il a l'impression de revenir au point de départ, dans cette petite chambre où il avait passé des nuits à brailler, roulé en boule sur lui-même et trop paqueté pour faire autre chose.

Il pose ses bottes à cap à l'entrée et sa lourde veste bardée de bandes réfléchissantes sur le dossier de la chaise de bureau. Il déballe un peu ses affaires. Pose sa brosse à dents dans un verre sur le bord du lavabo. Il a beau faire, ça ne ressemble pas à un chez-soi.

Il aimerait boire pour faire cesser les idées qui tournent dans sa tête.

Il pense à ce que ça coûte, une séparation, à cette maison qu'il continue à payer sans plus y mettre les pieds, à ses trois filles surtout. Il appelle sa belle-mère pour savoir si elle pourrait les lui apporter dimanche. Elle a l'air embêtée, tourne autour du pot. Elle demande où aurait lieu la rencontre, vu qu'il n'est plus chez sa sœur. Elle finit par lui dire que la dernière fois, la plus jeune a dit à sa mère que son papa sentait l'alcool.

Keven raccroche sans même attendre la suite ! Il ne voulait pas entendre ça. Maintenant, il a envie de frapper les murs. Au lieu de ça, il s'assoit sur le lit.



Sa vie est devenue comme une poignée de vis. Il sait qu'il n'y a pas que des rouillées. Certaines sont encore super bonnes, mais il n'a plus la force de les trier. Elles sont toutes mêlées, pas une de la même taille, jamais le bon filetage. Y'a rien à faire avec ça !

Bien sûr, il n'est pas le seul dans cette situation. Lors de son premier séjour à l'hôtel, il entendait parfois des voix d'enfants de l'autre côté de la cloison. Il y avait un père, originaire d'un pays d'Afrique, qui vivait là. Il l'avait déjà croisé dans le couloir, la mine triste et les yeux rougis, mais il ne lui avait rien dit. Lui, c'est lui, moi c'est moi, il avait pensé. Bien assez de ses propres problèmes sans prendre ceux des autres.

Keven est le visage de l'itinérance invisible. Il a un toit au-dessus de sa tête, mais aucun endroit pour mener sa vie. Et trop honte pour demander de l'aide à ses amis. Les choses iront bientôt mieux, cependant. À un moment donné, il va trouver un numéro quelque part et appeler. Il ne saura pas vraiment pourquoi, ni ce qu'on pourrait bien lui offrir à ce numéro-là, mais il appellera parce qu'il ne saura plus quoi faire d'autre. Et à partir de là, ça ne pourra qu'aller mieux.

Il sera écouté. Il rencontrera éventuellement un intervenant. Peut-être lui offrira-t-on un logement temporaire où l'accueillir avec ses filles en fin de semaine, le temps qu'il rebâtisse ce qui s'est écroulé. Keven trouvera dans sa résilience une manière d'être fier de lui à nouveau.

Keven, ce peut être ton frère, ton ami, ton collègue ou peut-être toi. Quelles que soient les difficultés rencontrées, vous êtes à un appel d'aller mieux.

[Retour à la table des matières](#)



## UNE VISITE A LA DPJ REFUSEE POUR LABRIE

*La Tribune – 14 janvier 2023*

Par : Rémi Léonard

La députée de Sherbrooke Christine Labrie prévoyait passer une journée avec une intervenante de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) pour mieux comprendre son quotidien, avant de voir sa demande refusée, une situation qu'elle a publiquement dénoncée cette semaine.

«De toute évidence, ce refus-là était politique. C'est l'analyse que j'en fais. Je pense qu'ils ne souhaitent pas me voir aller fouiller là-dedans», a-t-elle commenté en entrevue, attribuant la décision au Ministère de la Santé et des Services sociaux. «Ça ne vient pas du CIUSSS [de l'Estrie – CHUS]», a-t-elle catégoriquement affirmé, même si ce dernier a «appliqué» le refus.

Comme motif, on a évoqué à Mme Labrie la situation critique dans laquelle le réseau se trouvait à l'approche du temps des Fêtes. «J'ai trouvé ça assez particulier parce que dans les jours qui précédaient la réception de cette réponse-là, François Legault lui-même est allé visiter l'urgence de Sainte-Justine», a soulevé Christine Labrie. De son côté, elle ne souhaitait ni aller en centre jeunesse ni auprès des familles, mais seulement avec une intervenante, a-t-elle précisé.

Interpellé par La Tribune, le CIUSSS de l'Estrie – CHUS a confirmé le refus, invoquant que «notre obligation première est d'offrir des soins et des services de qualité à nos usagers et de s'assurer que nous respectons la confidentialité entourant leur dossier». On pointe effectivement vers «la situation qui prévaut dans les milieux de soins», ajoutant que «le personnel de la santé doit se concentrer sur les services et les soins des usagers».

Également contacté, le Ministère de la Santé et des Services sociaux a aussi fait valoir les enjeux de confidentialité et la préoccupation de ne pas «nuire à la prestation des soins et des services». On assure que «les établissements du réseau de la santé et des services sociaux entretiennent fréquemment des liens avec les députés de leur région, peu importe leur allégeance politique» et que des «solutions alternatives» pourraient être trouvées pour que Mme Labrie puisse voir la réalité quotidienne des intervenants.

Appel à tous

Comme solution de rechange, la députée de Sherbrooke a plutôt choisi de lancer un appel aux travailleurs de la DPJ afin de récolter leurs témoignages. «C'est pas des témoignages qui sont rassurants, par contre. Ce que j'entends c'est plutôt alarmant», a-t-elle rapporté.

Près de deux ans après le dépôt du rapport de la Commission Laurent sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse, mise en place après le drame de Granby, peu de choses ont changé, observe Christine Labrie. «Malheureusement, les échos que j'entends sur le terrain sont que ça ne s'est pas tellement amélioré. Il y en a même qui disent que ça s'est dégradé», évoque la députée solidaire.

Sans surprise, la pénurie de personnel est encore identifiée à la fois comme un défi majeur et une cause de nombreux problèmes dans le réseau. «Les gens n'ont pas la capacité de consacrer le temps nécessaire à chaque dossier et de traiter les signalements en temps opportun. [...] Les intervenants qui m'écrivent sont constamment inquiets qu'il se produise un drame», résume la députée.





L'autre triste constat qu'elle rapporte est que ces travailleurs «vivent énormément de violence au sein de leur travail, au quotidien, de la part des parents, des familles et parfois même des enfants». Ils ont aussi «peur des représailles» en transmettant leur vécu à l'extérieur de l'organisation, et pour cause, «ils ont vu ça [des représailles] autour d'eux», rapporte Mme Labrie

Elle est convaincue que les problèmes décrits sont «systémiques». «C'est pas des enjeux qui sont limités à certaines équipes ou à certaines régions. [...] L'accumulation de témoignages qui pointent dans une même direction, ça pèse lourd», lance-t-elle.

La députée compte se documenter à l'aide de tous ces commentaires afin de jouer son rôle dans l'opposition, en tant que porte-parole de son parti en matière de services sociaux et de santé mentale. Pour elle, la priorité sera de pousser pour la mise en œuvre des recommandations du rapport Laurent afin d'améliorer la situation en protection de la jeunesse.

Elle reste déçue de ne pouvoir se rendre le constater sur place, d'autant plus qu'elle le prenait presque comme un défi. «Des gens disent parfois "j'aimerais bien ça les voir, ceux qui chialent ou les élus, venir travailler une journée avec moi"», lance-t-elle. Et bien, c'est visiblement impossible.

[Retour à la table des matières](#)



## UN SANDWICH POUR ENTAMER LA CONVERSATION

La Presse – 14 janvier 2023

La Presse+ - 15 janvier 2023 - p. INSPIRATION\_4

Par : Rose-Aimée Automne T. Morin

<https://www.lapresse.ca/gourmand/chroniques/2023-01-15/un-sandwich-pour-entamer-la-conversation.php>

Collaboration spéciale

C'est banal, un sandwich. C'est souvent le mets vers lequel on se tourne comme une défaite ; manque de temps, d'inspiration ou de courage pour aller à l'épicerie. Mais ici, il est plutôt synonyme de bonté... et de survie.

Comme tous les mercredis matin, une quinzaine de bénévoles s'affairent dans le sous-sol de l'église Notre-Dame-de-Grâce. En moins de 90 minutes, ils peuvent faire entre 450 et 700 sandwiches, m'explique Kirstie Jagoe.

« Mais c'est énorme !

– Et c'est sans compter tous ceux que des bénévoles font chez eux... »

Chaque semaine, ce sont plus de 3000 sandwiches qui sont livrés dans près d'une dizaine de refuges montréalais, grâce à l'organisme Pain et plus (Bread and Beyond).

Tout a commencé en 2020. Kirstie Jagoe travaillait en développement international quand son emploi a été mis sur pause en raison de la pandémie. Au même moment, Résilience Montréal (un abri de jour pour personnes en situation d'itinérance) lançait un appel aux dons.

Pourquoi ne pas passer le temps en faisant des sandwiches ?

Aujourd'hui, Pain et plus compte sur plus de 400 bénévoles. Nul n'est tenu de s'impliquer à une fréquence donnée, on s'investit seulement quand c'est possible de le faire. Le mercredi, on peut venir cuisiner dans le sous-sol de l'église avec des denrées offertes par le Club des Lions ou payées par l'organisation. Sinon, on peut préparer des sandwiches à la maison, auquel cas on fournit les ingrédients et on dépose nos créations dans une glacière qui se trouve sur le perron de Kirstie.

Au menu : des sandwiches au beurre d'arachides, viande et fromage, thon, œufs ou autres variations de notre cru...

La livraison dans les refuges est assurée par des bénévoles du lundi au vendredi. L'organisme compte également sur l'aide d'une quinzaine d'écoles dont les élèves découvrent avec joie l'art de redonner. D'ailleurs, des enfants ont dessiné sur les sacs dans lesquels sont emballés les sandwiches de ce matin. Sur l'un d'eux, je lis : « We care for you. »

On tient à toi.

« Ces sandwiches servent à entamer une conversation », estime Kirstie Jagoe.



Plusieurs personnes se méfient de celles qui vivent en situation d'itinérance. On les comprend mal et on les rencontre trop peu. Kirstie, elle, travaille sur le dialogue entre cette population vulnérable et la communauté. Elle croit qu'on peut rendre l'itinérance temporaire plutôt que chronique. « S'agit de mettre en place les bonnes solutions avec les bonnes personnes et les bonnes politiques. »

D'ailleurs, n'est-ce pas par manque de telles politiques que ce soutien communautaire est nécessaire ?

Il y en a qui disent qu'on n'est qu'un pansement sur une plaie ouverte. Peut-être. Mais tant que les gens saignent, je ne suis pas prête à enlever ce pansement ! Je me sens aussi responsable de ce problème. On doit en parler, le voir, et non pas juste l'accepter comme faisant partie de la vie en ville.

Kirstie Jagoe, fondatrice de Pain et plus

Kirstie Jagoe croit en la prévention. En plus des sandwiches, Pain et plus offre des « boîtes d'essentiels » aux nouveaux arrivants et aux personnes qui sortent de centres jeunesse ou de refuges. Chaque boîte est conçue en fonction des besoins de l'individu ; on peut par exemple y trouver ce qu'il faut pour la cuisine, la salle de bains, la chambre ou le garde-manger. Tout ce qu'elle contient a été donné par la communauté. Et pas nécessaire d'avoir beaucoup de sous pour contribuer, une brosse à dents reçue chez le dentiste est très appréciée, précise Kirstie.

Elle me montre des tuques tricotées avec amour par des donatrices, des courtpointes sur lesquelles sont épinglés des mots d'encouragement et un livre de recettes simples conçu par des élèves du secondaire.

« Je ne suis qu'un vaisseau pour mettre à profit les talents de chacun ! »

Après 18 mois à mener la barque sans salaire, Kirstie Jagoe a fait de Pain et plus son emploi. Elle est particulièrement fière que ce soit une initiative qui donne à l'année. Les Fêtes amènent davantage de ressources aux organismes et refuges, mais il faut des gens qui veillent au grain le reste du temps aussi.

Je regarde les bénévoles à l'œuvre et je suis étonnée par la mixité du groupe. Des jeunes femmes, des aînés, des sourires à la pelletée. Mimi et Stéphanie en sont respectivement à leur deuxième et quatrième visite. Lorsque je leur demande pourquoi elles sont là, Mimi me répond que faire des sandwiches à la maison, c'est plate quand on a goûté à l'atmosphère de groupe ! Stéphanie ajoute en riant qu'on ne cuisine pas en silence, ici...

La joie du travail collectif, les besoins que ça comble et l'envie de combattre le sentiment d'impuissance sont autant de raisons nommées par les bénévoles pour justifier leur engagement. Certains, comme Edward, ont mené une carrière en services sociaux et poursuivent leur contribution malgré la retraite.

L'œuvre d'une vie.

Un pilier de l'organisme fait son entrée. Depuis deux ans, Jeffrey Zaiser et sa femme cuisinent 16 sandwiches par jour, du lundi au vendredi. Pourquoi ? « Parce qu'il faut que ce soit fait. » L'air



grave, il ajoute espérer que plus de personnes se joignent à l'initiative, puisque les besoins demeurent immenses.

Alex, elle, est bénévole depuis mars. Cette semaine, elle a aussi cuisiné des biscuits avec quelques amis, question que les personnes aient droit à une petite pâtisserie. Elle a envie qu'elles se sentent appréciées.

Alex me raconte qu'une fois, elle a assuré la livraison de sandwiches dans un refuge. Elle a honte de l'avouer, mais elle a d'abord eu peur. La ruelle menant au lieu était inquiétante et des hommes s'approchaient du véhicule. Pourtant, quand elle est sortie de l'auto, ces hommes l'ont simplement remerciée. Ils voulaient lui témoigner leur reconnaissance.

« C'est du bénévolat qui confronte vos préjugés ?

– Absolument ! Et j'essaie maintenant de partager tout ça, je recrute constamment des gens. »

Mission accomplie, dans ce cas-ci, Kirstie. Les sandwiches ont visiblement engagé de belles discussions...

Consultezle site de l'organisme Pain et plus

[Retour à la table des matières](#)



**Champs d'action à l'international**



## L'ONU S'INQUIETE DE L'AGGRAVATION DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

La Presse+ - 11 janvier 2023 - p. ACTUALITÉS\_22

Par : Agence France-Presse

[https://plus.lapresse.ca/screens/39b8338d-fe8a-405c-a15a-f99514469d08%7C\\_0.html](https://plus.lapresse.ca/screens/39b8338d-fe8a-405c-a15a-f99514469d08%7C_0.html)

L'ONU s'est inquiétée mardi de la dégradation massive de la sécurité alimentaire au Sahel exacerbée notamment par la guerre en Ukraine, avec en six mois plus de 5 millions de personnes supplémentaires en situation d'insécurité alimentaire « grave » dans la région. « La crise alimentaire frappant le Sahel a été aggravée par les pénuries de blé et d'engrais entraînées par le conflit en Ukraine, l'insécurité régionale et les conséquences – toujours plus lourdes – des changements climatiques », selon un rapport du secrétaire général de l'ONU présenté mardi devant le Conseil de sécurité. Résultat, « plus de 18,6 millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire grave, soit 5,6 millions de plus » que lors du précédent rapport de juin 2022. « Pour 2,1 millions de personnes, cette situation a atteint un niveau extrêmement critique », précise ce rapport. Parallèlement, les conditions de sécurité dans la région ont également « continué de se détériorer », en particulier au Burkina Faso et au Mali.



## **LE CANADA A ENVOYE TROIS AUTRES BLINDES EN HAÏTI**

*Le Devoir – 11 janvier 2023*

*La Presse – 11 janvier 2023*

*Néomédias – 11 janvier 2023*

*Radio-Canada – 11 janvier 2023*

Par : Émilie Bergeron - La Presse canadienne

<https://www.ledevoir.com/politique/canada/777527/haiti-le-canada-a-envoye-trois-autres-blindes-en-haiti>

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1947565/canada-vehicules-blindes-haiti>

<https://www.lapresse.ca/actualites/national/2023-01-11/crise-en-haiti/le-canada-envoie-trois-vehicules-blindes-supplementaires.php>

<https://www.neomedia.com/vaudreuil-soulanges/actualites-nationale/le-canada-a-envoye-des-vehicules-blindes-supplementaires-en-haiti/10487>

Le Canada a envoyé mercredi trois véhicules blindés supplémentaires en Haïti, où la crise politique et sécuritaire perdure depuis des mois.

Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense nationale, Mélanie Joly et Anita Anand, ont fait l'annonce de l'envoi par voie de communiqué. Le nombre de véhicules envoyés et achetés par le gouvernement haïtien n'y est pas précisé.

Une source gouvernementale a toutefois indiqué à La Presse canadienne sous le couvert de l'anonymat, car n'étant pas autorisée à discuter de cette question avec les médias, que deux véhicules du même type ont été acheminés, de même qu'un troisième qui est différent.

Le communiqué de presse souligne que cet envoi vise à répondre à une demande formulée par Haïti. On y précise que l'acheminement est fait au moyen d'un avion militaire canadien qui est arrivé à Port-au-Prince.

Les véhicules blindés seront transférés au directeur général de la Police nationale d'Haïti, a fait savoir Ottawa.

Le gouvernement de Justin Trudeau espère que cet envoi aidera dans la lutte contre les violences perpétrées par des gangs à l'endroit de la population haïtienne.

« La livraison de ces véhicules blindés achetés par le gouvernement haïtien contribuera aux efforts déployés par la Police nationale d'Haïti pour offrir une aide humanitaire essentielle et empêcher d'autres actes criminels de violence », a déclaré dans le communiqué la ministre Anand.

Le peuple haïtien est confronté, depuis les derniers mois, à une nouvelle vague de violences par des bandes armées, dont les membres perpètrent des viols répétés et des blocages empêchant la population de recevoir des services essentiels.

En plus des enjeux criants de sécurité, le pays est actuellement confronté à une éclosion de choléra et à de l'insécurité alimentaire.



Ottawa a sanctionné des membres de l'élite haïtienne qu'il considère comme étant responsables ou complices des violences subies par la population en Haïti. Washington est aussi allé de l'avant avec un régime de sanctions.

Comme le réitère le gouvernement Trudeau dans son communiqué de mercredi, le Canada envisage d'autres types d'actions pour venir en aide au peuple haïtien.

« Nous avons clairement déclaré que le Canada n'allait pas rester les bras croisés alors que les gangs et leurs partisans continuent de terroriser en toute impunité les populations vulnérables en Haïti », a soutenu Mme Joly dans le même communiqué.

Le premier ministre non élu Ariel Henry a réclamé une intervention militaire étrangère, demande appuyée par le secrétaire général des Nations unies, mais désapprouvée par bien des Haïtiens.

Le gouvernement canadien a exprimé à maintes reprises qu'il souhaite s'assurer de l'atteinte d'un consensus politique avant d'aller de l'avant avec toute forme d'intervention. Le premier ministre Justin Trudeau a aussi insisté sur l'intention d'éviter les erreurs du passé, au chapitre de l'implication internationale en Haïti.

Questionné sur ce dossier durant un point de presse à Mexico, M. Trudeau a souligné qu'Ottawa misait jusqu'à présent sur les sanctions en place et sur les efforts afin que les Haïtiens aient accès à de la nourriture, à de l'eau potable, à des médicaments et à du carburant.

« Nous savons tous qu'il y a toujours une possibilité que ça s'améliore, mais aussi que ça dégringole, que la situation s'empire, et, à ce niveau-là, on est en train de discuter avec nos partenaires dans les Caraïbes, mais aussi des États-Unis et d'autres [pays] sur quel genre de scénario et quel genre d'intervention pourrait un jour être nécessaire », a-t-il dit.

M. Trudeau concluait mercredi un séjour dans la capitale mexicaine au cours duquel il s'est entretenu avec le président du Mexique Andrés Manuel López Obrador et le président américain Joe Biden.

« Nous espérons que le travail qu'on est en train de faire avec des sanctions, avec de l'appui pour la police nationale haïtienne, avec de l'aide humanitaire, avec des pressions politiques, va continuer d'améliorer petit à petit [...] cette situation tragique », a conclu M. Trudeau.

[Retour à la table des matières](#)





## AU BENIN, LES ENTREPRENEURES AU FRONT CONTRE LA CRISE ALIMENTAIRE

*Le Journal de Lévis – 12 janvier 2023*

Par Miriane Demers-Lemay, journaliste indépendante originaire de Lévis

<https://www.journaldelevis.com/1120/Soci%C3%A9t%C3%A9.html?id=105158>

L'insécurité alimentaire s'aggrave sur le continent africain. Les effets de la crise climatique se multiplient, et la guerre en Ukraine entrave les exportations de céréales. Face à ces nouveaux défis, des femmes béninoises s'organisent pour assurer l'autonomie alimentaire de leur région, repoussant du même coup les barrières à leur émancipation.

Pieds nus dans la terre, Yvette Akakpo marche à travers sa plantation et ouvre des valves. L'eau souterraine remonte dans un réseau de tuyaux percés de petits trous, un système d'arrosage artisanal qui permet d'irriguer les petites pousses vertes au sol. Sur trois hectares, Yvette cultive une multitude de fruits et de légumes. Dans des enclos, elle élève des chèvres, des poules, des pintades et des pigeons. Une petite parcelle est même consacrée à l'expérimentation scientifique, grâce à un partenariat avec une université régionale. À bout de bras, elle exploite ce luxuriant petit lopin de terre. Seule.

«On me surnomme toujours "Amazone", parce que je suis une femme, mais que je travaille comme un homme, dit-elle sur un ton humble, en référence aux légendaires guerrières de l'ancien royaume africain du Dahomey, situé dans l'actuel Bénin. Quand on travaille, on est indépendantes, on n'attend pas le mari avant de manger ou de combler ses besoins.»

Mère de famille monoparentale de trois enfants, Yvette fournit aussi une panoplie de fruits et légumes aux marchés locaux de la ville de Comé. Elle permet ainsi à d'autres femmes de gagner un revenu en vendant ses produits sur les marchés.

Émanciper les femmes et les communautés

À quelques kilomètres de là, entre les palmiers qui entourent le lac Ahémé, Clémence Dossougouin crée des farines enrichies, conçues pour répondre à tous les besoins nutritionnels des poupons, des enfants et des adultes. Les farines contiennent une panoplie d'ingrédients, comme de la farine de banane plantain, de baobab, de carottes et de moringa.

«L'idée, c'était de permettre à celles et à ceux qui n'avaient pas de grands moyens de pouvoir consommer des repas complets chaque jour», explique-t-elle, le sourire aux lèvres. Clémence a entrepris ce projet après avoir tenté de soigner sa carence en magnésium en incluant à sa diète l'amarante, une plante riche en ce minéral, puis en créant des farines enrichies pour ses enfants. Devant l'enthousiasme de son entourage, elle a commencé à vendre sa farine, principalement à d'autres mères soucieuses de l'alimentation de leurs enfants.

«L'autonomisation économique des femmes contribue à accroître la sécurité alimentaire du ménage et de la communauté, observe Christine Simonnet, chargée de projets internationaux à la Fondation Paul Gérin-Lajoie, énonçant de nombreuses études sur le sujet. On fait souvent le lien avec l'insécurité alimentaire, l'éducation insuffisante, un médiocre état de santé et une pauvreté intergénérationnelle. Quand des familles n'ont pas suffisamment à manger, les répercussions sont très importantes et sur plusieurs plans.»

Traditionnellement, au Bénin, les hommes travaillent tandis que les femmes restent au foyer. Mais la conjoncture met énormément de pression sur cette répartition genrée des tâches. Les



perturbations dans les exportations de denrées de base et d'engrais en provenance de la Russie et de l'Ukraine ont aggravé l'insécurité alimentaire dans le pays. Le Bénin est aussi frappé par les effets des changements climatiques et le ralentissement économique lié à la pandémie de COVID-19.

Par conséquent, les ménages béninois ont de plus en plus de difficultés à vivre avec un seul revenu. Les Béninoises comme Yvette et Clémence sont plus nombreuses à s'engager dans des activités productrices de revenus, dans une économie nationale dominée par le secteur informel. Mais dans ces nouvelles difficultés se trouve aussi une nouvelle occasion pour les femmes : celle de s'émanciper.

Miser sur l'entrepreneuriat au féminin

«La vie d'une femme entrepreneure béninoise, ce n'est pas facile. Il faut avoir du courage et il faut se relever après être tombé, observe Reine Bossa, directrice de l'ONG béninoise APRETECTRA (Association des personnes rénovatrices de technologies traditionnelles). Il faut que ces femmes arrivent à concilier leur vie de famille avec leurs activités. Elles ont besoin d'équipement adéquat et de certaines formations, mais aussi qu'on les aide et qu'on leur donne de la motivation pour aller de l'avant.»

Dans ces nouvelles difficultés se trouve aussi une nouvelle opportunité pour les femmes : celle de s'émanciper. En collaboration avec le Réseau d'appui aux initiatives locales (ONG RAIL), l'organisme APRETECTRA accompagne les femmes entrepreneures dans le cadre de l'Initiative pour la co-construction d'un savoir commun Sud-Sud et Sud-Nord sur l'entrepreneuriat féminin (ISEF). Ce projet, réalisé grâce au soutien de la Fondation Paul Gérin-Lajoie et du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec, vise notamment à abattre les obstacles structurels auxquels font face les femmes entrepreneures en Afrique.

Jusqu'en 2024, plus de 700 bénéficiaires du projet ISEF sont formées en entrepreneuriat et reçoivent du matériel et des équipements pour répondre à leurs besoins. Les ONG donnent des formations sur des thématiques comme la gestion comptable et financière, le marketing numérique, l'élaboration de plans d'affaires ou encore la masculinité positive. De fait, si les Béninoises intègrent davantage le marché du travail, elles continuent souvent d'avoir la charge de l'ensemble des tâches ménagères et de l'éducation des enfants. D'où l'importance d'agir au sein du couple pour favoriser la conciliation entre le travail et la famille.

«Parce que nous sommes dans une société patriarcale, lorsque la femme n'apporte pas l'argent dans le foyer, tout ce qu'elle fait n'est pas valorisé, observe Eric Prosper Dossa, directeur de l'ONG RAIL, basée à Porto-Novo. Si elle apporte quelque chose, le mari respecte davantage la femme. Nous avons des femmes de plus en plus jeunes qui ont compris que sans le pouvoir financier, elles ne peuvent pas s'épanouir et être résilientes face aux inégalités.»

Malgré les défis, des femmes de volonté comme Yvette et Clémence continuent de porter à bout de bras des projets pour nourrir leur communauté. Dans l'ombre, elles défient les normes et inspirent de nouvelles générations. Et pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, plusieurs décident enfin de miser sur elles.

Ce reportage a été réalisé grâce à une bourse de journalisme indépendant de la Fondation Paul Gérin-Lajoie.

[Retour à la table des matières](#)



## RESILIENTE FACE AU COVID-19, L'ECONOMIE AFRICAINE PENALISEE PAR LA GUERRE EN UKRAINE

France 24 – 13 janvier 2023

<https://www.france24.com/fr/afrique/20230113-r%C3%A9siliente-face-au-covid-19-l-%C3%A9conomie-africaine-p%C3%A9nalis%C3%A9e-par-la-guerre-en-ukraine>

Si l'Afrique est parvenue à absorber le choc provoqué par la pandémie de Covid-19, l'économie du continent reste néanmoins durement pénalisée par l'inflation liée à la guerre en Ukraine, ainsi que par les effets du réchauffement climatique, alerte, jeudi, l'Agence française de développement.

C'est l'une des zones géographiques les plus résilientes face à la pandémie de Covid-19. En 2023, le PIB par habitant de l'Afrique va dépasser son niveau de 2019, permettant au continent de rejoindre les zones géographiques dans le monde ayant vu leur richesse nationale retrouver des niveaux pré-pandémie, a indiqué, jeudi 12 janvier, l'Agence française de développement (AFD).

"Le choc Covid a été désormais absorbé", a affirmé Thomas Mélonio, directeur de la recherche à l'AFD, en préambule de la présentation d'un ouvrage présentant les perspectives de l'institution française sur le continent cette année.

La région qui enregistre la plus forte croissance est le Grand Sahel, qui, malgré d'importants problèmes sécuritaires, présente une économie diversifiée et continue de tirer d'importants profits de l'extraction minière. L'Afrique de l'Est et du Nord se classent en deuxième et troisième position.

La croissance du continent cache néanmoins une situation économique difficile et soumise aux aléas de la conjoncture internationale, à quelques semaines du premier anniversaire de la guerre en Ukraine.

### Inflation galopante

Cette guerre a été marquée par une flambée des prix des céréales juste après l'invasion de l'Ukraine, qui générait avant le conflit avec la Russie 30 % de l'approvisionnement de la planète en blé.

Après avoir atteint des niveaux historiques en mars, les prix mondiaux des produits alimentaires se sont apaisés en fin d'année, notamment après la reprise des exportations de blé ukrainien en mer Noire.

L'Afrique a dans ce contexte "échappé" aux famines de masse redoutées l'an dernier par l'Organisation des Nations unies, a affirmé Bio Goura Soulé, expert au sein de la Cédéao, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, au cours de la conférence de l'AFD.

La hausse persistante des prix des engrais pourrait, en revanche, encore peser sur la production agricole cette année, a alerté Thomas Mélonio.

### Insécurité alimentaire et réchauffement climatique

Plus largement, la situation est loin d'être stabilisée s'agissant de la sécurité alimentaire, a estimé Benoit Faivre-Dupaigre, chargé de recherche à l'AFD, rappelant que la plupart des États nécessitant une assistance alimentaire dans le monde étaient en Afrique.



Selon le rapport, les trois pays les plus menacés sont la Centrafrique, Madagascar et la République démocratique du Congo, en proie à une recrudescence de combats entre les forces de sécurité et les rebelles du M23.

"Il ne faut pas mettre cela uniquement sur le compte des prix alimentaires mais sur la situation globale de conflits et de crises dans différentes zones de l'Afrique", notamment au Sahel et à l'est du continent, qui subit une grave sécheresse, a-t-il par ailleurs affirmé.

L'ONU estime qu'en 2022, 12,7 millions de personnes étaient exposées à une grave insécurité alimentaire dans le G5 Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Mauritanie et Tchad), du fait d'une conjonction de facteurs incluant l'insécurité, le climat ou bien encore l'inflation.

Lors de ses dernières prévisions économiques concernant l'Afrique sub-saharienne en octobre, le Fonds monétaire international a dit s'attendre à une croissance de 3,7 % en 2023 après 3,6 % en 2022.

[Retour à la table des matières](#)



**Actualité à surveiller**



**RIEN A SIGNALER**